



MARCHÉ DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

**Accompagnement de la Communauté de Communes du Ried
de Marckolsheim
à la définition et à la mise en œuvre d'un plan de rénovation
thermique de la PISCINE "AQUARIED"**

Marché n° 2025M01

*Règlement de la consultation
(RC)*

Date et heure limites de réception des offres :
Vendredi 14 février 2025 à 12 heures

Pouvoir Adjudicateur :

Communauté de Communes du Ried de Marckolsheim
24, rue du Maréchal Foch - BP 50034
67390 MARCKOLSHEIM

Tél. : 03 88 92 53 73 - Fax : 03 88 74 99 12

SIRET : 200 030 526 00012

Site internet : www.ried-marckolsheim.fr

Profil acheteur : <https://plateforme.alsacemarchespublics.eu>

SOMMAIRE

ARTICLE PREMIER : OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION	3
1.1 - OBJET DE LA CONSULTATION	3
1.2 - ETENDUE DE LA CONSULTATION	3
1.3 - CONDITIONS DE PARTICIPATION DES CONCURRENTS	3
1.4 - DECOMPOSITION DE LA CONSULTATION	3
1.5 - NOMENCLATURE COMMUNAUTAIRE	3
ARTICLE 2 : CONDITIONS DE LA CONSULTATION	4
2.1 - DELAIS D'EXECUTION	4
2.2 - VARIANTES LIBRES ET OBLIGATOIRE (EX-OPTION, EX-PRESTATION SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES)	4
2.3 - DELAI DE VALIDITE DES OFFRES	4
2.4 - CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION	4
ARTICLE 3 : CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION	4
ARTICLE 4 : PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	5
4.1 – PIECES DE LA CANDIDATURE :	6
4.2 – PIECES DE L'OFFRE :	7
ARTICLE 5 : SELECTION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES	7
5.1 – SELECTION DES ENTREPRISES : CANDIDATURE	7
5.2 – SELECTION DES ENTREPRISES : OFFRES	8
5.3 – OFFRES ANORMALEMENT BASSES	8
5.4 – NEGOCIATION	9
ARTICLE 6 : CONDITIONS DE REMISE DES PLIS	9
ARTICLE 7 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	10

Article premier : Objet et étendue de la consultation

1.1 - Objet de la consultation

La présente consultation concerne l'accompagnement de la Communauté de Communes du Ried de Marckolsheim à la définition et à la mise en œuvre d'un plan de rénovation thermique de la piscine Aquaried.

Les missions ci-après sont développées dans le CCT joint au dossier de la consultation :

Diagnostic, étude des besoins, définition de scénarii, définition de la programmation, aide au choix de la maîtrise d'œuvre, suivi des travaux et aide à la mise en exploitation de l'équipement.

Lieu(x) d'exécution :

Piscine Aquaried 10 rue de la Garonne – 67390 MARCKOLSHEIM

1.2 - Etendue de la consultation

La présente procédure adaptée est soumise aux dispositions des articles L.2123-1 et R.2123-1 du Code de la Commande Publique.

1.3 - Conditions de participation des concurrents

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations (et leur montant) dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire.

Conformément aux dispositions des articles R.2142-19 et R.2142-22 du Code de la Commande Publique, les candidats peuvent répondre sous forme de groupement. Il n'est imposé aucune forme de groupement. Néanmoins, en cas de groupement conjoint le mandataire devra être solidaire.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;
- En qualité de membres de plusieurs groupements.

1.4 - Décomposition de la consultation

Ce marché se divise en une tranche ferme (7 phases) :

- Phase 1 : diagnostic de l'équipement, étude des besoins, faisabilité technico-économique de l'opération sous forme de scénarii ;
- Phase 2 : élaboration du programme de l'opération ;
- Phase 3 : Consultation du maître d'œuvre
- Phase 4 : Accompagnement pour l'analyse des études MOE (DIAG/APS/APD)
- Phase 5 : Analyse des documents PRO et passation des marchés de travaux
- Phase 6 : Accompagnement sur la réalisation des travaux
- Phase 7 : Assistance à la maîtrise d'ouvrage, à la mise en service de l'équipement réhabilité et au suivi des travaux.

Les prestations étant homogènes, la présente consultation n'est pas allotie.

1.5 - Nomenclature communautaire

71241000-9 : Études de faisabilité, service de conseil, analyse (Code CPV principal)

Article 2 : Conditions de la consultation

2.1 - Délais d'exécution

Le délai d'exécution du marché est de 72 mois maximum.

Le délai d'exécution du marché commence à courir à partir de la notification.

La tranche ferme est divisée en 7 phases :

- Phase 1 : diagnostic de l'équipement, étude des besoins – 3 mois maximum
- Phase 2 : élaboration du programme de l'opération - 3 mois maximum
- Phase 3 : Consultation du maître d'œuvre – 3 mois maximum (y compris la consultation)
- Phase 4 : Accompagnement pour l'analyse des études MOE (DIAG/APS/APD) – 2 semaines par phase
- Phase 5 : Analyse des documents PRO et passation des marchés de travaux – 2 semaines par phase
- Phase 6 : Accompagnement sur la réalisation des travaux – 3 réunions pendant la phase travaux
- Phase 7 : Assistance à la maîtrise d'ouvrage – le prestataire fournira un calendrier réalisable.

Le délai ne comprend pas les périodes de validation des documents intermédiaires, notamment, par le maître d'ouvrage.

Il appartient au candidat de détailler précisément dans sa note méthodologique les délais d'exécution de chacune des phases. Le calendrier établi par le titulaire du marché (éventuellement amendé) sera accepté par la Communauté de Communes et réputé comme pièce contractuelle.

2.2 - Variantes libres et obligatoire (ex-option, ex-prestation supplémentaires éventuelles)

2.2.1 – Variantes libres

La présentation de variantes à l'initiative du soumissionnaire n'est pas autorisée. Aucune variante n'est prévue par le pouvoir adjudicateur.

2.2.2 – Variantes obligatoires (ex-option) et ex-prestation supplémentaires éventuelles

Sans objet.

2.3 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **120 jours** à compter de la date limite de réception des offres.

2.4 - Conditions particulières d'exécution

Cette consultation ne comporte aucune des conditions particulières d'exécutions visées par les articles L.2131-1 3° et R.2113-7 et 2113-8 du Code de la Commande Publique.

Article 3 : Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (RC)
- L'acte d'engagement (AE)
- La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF)
- Le bordereau des prix unitaires (BPU)
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des charges techniques (CCT)
- L'audit énergétique et l'étude de faisabilité photovoltaïque du bureau d'études IMAEE

Il est disponible gratuitement à l'adresse électronique suivante :

<https://plateforme.alsacemarchespublics.eu>

Sous la référence **2025M01**.

Aucune demande d'envoi du dossier de consultation sur support physique électronique ou papier ne sera acceptée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Ces modifications devront être reçues par les candidats au plus tard 8 jours avant la date limite de réception des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Article 4 : Présentation des candidatures et des offres

Les plis doivent être remis au plus tard le **vendredi 14 février 2025 à 12h00**. Les plis déposés postérieurement à la date et heure limites seront considérés comme étant hors délai.

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements demandés ci-dessous si :

- Conformément aux dispositions de l'article R.2143-13 du Code de la Commande Publique, nous avons la possibilité de les obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.
- Conformément aux dispositions de l'article R.2143-14 du Code de la Commande Publique, ils ont déjà été transmis au pouvoir adjudicateur dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables. Pour faire usage de cette possibilité, le candidat devra indiquer avec précision l'objet et la référence de la consultation dans laquelle il a fourni tous ces renseignements et déclarations. L'attention du candidat est attirée sur le fait que la validité s'entend par année civile.

Il appartient au candidat d'avertir le pouvoir adjudicateur de tout changement de situation et d'actualiser ses déclarations.

Les offres des concurrents seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des concurrents sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté ; cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes, datées et signées par lui :

4.1 – Pièces de la candidature :

Dans le cadre de sa candidature, le soumissionnaire devra produire les documents suivants :

- DC1 : lettre de candidature - Le prestataire répond seul ou constitue une équipe apte à répondre à toutes les spécialités nécessaires à l'exécution de la mission. Si le prestataire répond en groupement d'entreprises, il désigne un mandataire du groupement qui sera l'interlocuteur privilégié du maître d'ouvrage.
- DC2 : déclaration du candidat

Ces documents sont disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr. Ils contiendront les éléments indiqués ci-dessous :

Les renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise tels que prévus aux articles L.2141-1 à L.2141-4 du Code de la Commande Publique (*) :

- Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles visés ci-dessus et notamment qu'il satisfait aux obligations concernant l'emploi des travailleurs handicapés définies aux articles L. 5212-1 à 11 du code du travail ;
- Habilitation ou pouvoir de la personne qui signe le marché, le cas échéant

() Si le candidat se trouve en situation de redressement judiciaire, il doit être autorisé à poursuivre son activité pendant la durée prévisible de l'exécution du marché. Une copie du jugement sera exigée, le cas échéant avant attribution.*

Les renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise tels que prévus aux articles L.2142-1 et R.2142-6 à R.2142-12 du Code de la Commande Publique :

- Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles ;
- Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels

Les renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise tels que prévus aux articles L.2142-1 et R.2142-13 et R.2142-14 du Code de la Commande Publique :

- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ;
- Liste de références similaires significatives, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Ces attestations indiquent le montant, l'époque et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin ;

Le candidat pourra prouver sa capacité par tout autre document considéré comme équivalent par le pouvoir adjudicateur s'il est objectivement dans l'impossibilité de produire l'un des renseignements demandés relatifs à sa capacité financière.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

NOTA : Avant de procéder à l'examen des candidatures, si l'on constate que des pièces visées ci-dessus sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai de 5 jours. Les autres candidats qui ont la possibilité de compléter leur candidature, en seront informés dans le même délai.

Le candidat peut présenter sa candidature sous forme d'un document unique de marché européen (DUME), en lieu et place des formulaires DC1 et DC2. En cas de groupement, chacun des membres du groupement fournira un formulaire DUME complété.

A produire obligatoirement par le candidat au plus tard avant l'attribution du marché : *(il est conseillé de les remettre par les candidats dès la remise de l'offre initiale)*

Document	Descriptif
Certificat de régularité fiscale	Attestation délivrée par la DGFIP certifiant de la régularité de la situation de l'attributaire au regard de ses obligations fiscales
Certificat de régularité sociale	Attestation délivrée par l'URSSAF ou par d'autres organismes sociaux selon l'entreprise
Extrait KBIS ou répertoire SIREN	Extrait K, Extrait KBIS ou Extrait D1 ou tout document équivalent délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente du pays d'origine ou d'établissement du candidat attestant de l'absence de cas d'exclusion

4.2 – Pièces de l'offre :

Un projet de marché comprenant :

- L'acte d'engagement (AE) : le document doit être rempli et daté par la personne habilitée à engager la société.
- La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) : complété - les prix doivent être exprimés en euros.
- Le bordereau des prix unitaires (BPU) : complété - les prix doivent être exprimés en euros.
- Un mémoire technique de 20 pages maximum (hors CV) permettant d'apprécier les capacités du soumissionnaire à réaliser les missions qui lui sont confiées
- Le planning d'exécution.

Le dossier sera transmis au moyen d'un pli contenant les pièces de la candidature et de l'offre.

Il est précisé que la signature de l'acte d'engagement vaut acceptation sans réserve du CCAP et du CCT.

Article 5 : Sélection des candidatures et jugement des offres

5.1 – Sélection des entreprises : candidature

Conformément au Code de la commande publique, seuls sont retenus les candidats qui disposent de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles nécessaires à l'exécution du marché public.

5.2 – Sélection des entreprises : offres

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

N°	Description	Pondération
1	Valeur technique	50
	<i>La valeur technique sera appréciée au regard des informations transmises par le prestataire dans le cadre de sa note méthodologique et organisationnelle et détaillé comme suit</i>	
1.1	Note de compréhension	10
	<i>Cette note de 2 pages maximum permettra d'apprécier la compréhension par le candidat des enjeux du projet et des missions confiées</i>	
1.2	Moyens humains et techniques affectés au projet :	20
	<i>Composition de l'équipe et inventaire précis des moyens humains affectés (CV des intervenants à fournir)</i>	
1.3	Méthodologie	15
	<i>Méthode pour la réalisation de chaque mission : moyens techniques et humains mobilisés, nombre de rencontres et d'interventions envisagé, leur forme, les temps de préparation avec la Communauté de communes, durée, déroulement, etc.</i>	
1.4	Désignation d'un référent	5
2	Prix	30
	<i>Chaque candidat sera noté sur 30 au vu de la décomposition du prix global et forfaitaire (à fournir par le candidat). L'offre la plus basse financièrement, sans être anormalement basse, obtiendra la note de 40, les autres seront notées par application de la formule suivante : Note du candidat (arrondie au centièmes) = montant de l'offre la plus basse / montant de l'offre analysée x 30 Nota : le coût pour les réunions supplémentaires ne sera pas pris en compte</i>	
3	Calendrier	20
	<i>Phasage et calendrier de la réalisation de l'étude</i>	
Pondération totale des critères d'attribution		100

5.3 – Offres anormalement basses

Pour la détection des offres anormalement basse, il sera procédé selon les modalités suivantes conformément aux articles L.2152-6 et R.2152-3 et R.2152-4 du Code de la Commande Publique.

On déterminera successivement :

- La moyenne M1 de toutes les offres jugées conformes,
- Une seconde moyenne M2 en éliminant pour la calculer les offres supérieures à 1,2 M1. La valeur « plancher » est égale à 0,9 x M2

Toute offre inférieure à cette valeur plancher sera réputée potentiellement basse au sens des dispositions précitées du décret.

Les offres ainsi détectées feront l'objet d'un examen particulier dans les conditions suivantes :

- La personne responsable du marché demandera par écrit des précisions sur la composition de ces offres aux candidats concernés. Ceux-ci devront dans un délai de 5 jours, à compter de l'envoi de la demande, fournir par écrit les justifications qu'ils jugent suffisantes.

- Conformément à l'article 60 du décret, la personne responsable du marché peut prendre en considération les justifications tenant au mode de fabrication des produits, aux modalités de prestations des services, aux dispositions exceptionnellement favorable dont dispose le candidat pour exécuter les travaux, pour fournir les produits ou pour réaliser les prestations de service ou l'originalité du projet, les dispositions relatives aux conditions de travail en vigueur ou la prestation est réalisée, l'obtention éventuelle de subvention de l'état par le candidat.
- La personne responsable du marché, après avoir examiné ces justifications, les offres dûment justifiées et rejette par décision motivée, conformément à l'article 60 du décret, celles qui ne l'auront pas été.

5.4 – Négociation

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de négocier avec les trois meilleures entreprises ayant remis une offre conforme et ce, sur la base de tous les critères.

Il est précisé que conformément à l'article R.2123-5 du Code de la Commande Publique le pouvoir adjudicateur pourra aussi attribuer le marché sur la base des offres initiales.

En cas d'égalité entre plusieurs offres, le critère n°1 sera prépondérant.

Dans le cas où des erreurs de multiplication, d'addition ou de report seraient constatées entre la décomposition du prix globale et forfaitaire et les autres pièces de l'offre, il ne sera tenu compte que du ou des montants corrigés pour le jugement de la consultation. Toutefois si l'entrepreneur concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à les rectifier ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations sollicités dans la mesure où il n'aurait pas été fourni. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 5 jours.

Article 6 : Conditions de remise des plis

Les plis devront impérativement être adressés par voie électronique à l'adresse suivante : <https://plateforme.alsacemarchespublics.eu> sous la référence **2025M01**.

Les offres sont transmises en une seule fois. Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé réception électronique.

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

Les propositions sont signées à la remise de l'offre ou après attribution, au choix du candidat. En cas de signature après attribution, le candidat s'engage à ce que l'offre signée soit conforme à celle retenue par l'acheteur. Si le candidat ne respecte pas son engagement, son offre est rejetée et le contrat attribué au candidat classé en seconde position.

En cas de signature électronique, le niveau minimum exigé des candidats est le Niveau II (équivalent classe 3) de la PRIS V1 (Politique de Référencement Intersectorielle de Sécurité). Le certificat de signature utilisé doit être référencé sur la liste disponible à l'adresse suivante :

Pour plus d'informations sur la signature électronique : <https://www.economie.gouv.fr/daj/mode-emploi-arrete-signature-electronique-dans-mp>

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé. Dans ces conditions, il est conseillé aux candidats de soumettre leurs documents à un anti-virus avant envoi.

Les candidats peuvent également transmettre, dans les délais impartis pour la remise des plis, une copie de sauvegarde sur support physique électronique (DVD-ROM, CD-ROM ou clé USB). Cette copie est transmise sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention : « copie de sauvegarde ».

Article 7 : Renseignements complémentaires

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats font parvenir leur demande au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des offres leurs questions par voie électronique sur le profil acheteur :

<https://plateforme.alsacemarchespublics.eu>.

La réponse est adressée au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres à tous les candidats ayant téléchargé le dossier de consultation sous réserve d'avoir indiqué un courriel valide.

Utilisation des données à caractère personnel fournies dans le cadre de la présente consultation :

L'acheteur s'engage à garantir la confidentialité des informations communiquées par les opérateurs économiques notamment en matière industrielle et commerciale. Conformément au règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des données à caractère personnel du 27 avril 2016, les opérateurs économiques sont avisés que les données personnelles susceptibles d'être contenues dans les informations collectées dans le cadre de la présente consultation sont exploitées uniquement à des fins de vérification de conformité, d'analyse des candidatures et des offres présentées, de suivi et de traçabilité de la procédure.

Communication aux tiers : Les données personnelles susceptibles d'être contenues dans les documents fournis dans le cadre de la présente consultation ne seront jamais communiquées à des tiers non-habilités et hors des objectifs précédemment rappelés.

Droits d'accès, de rectification, de suppression : Conformément au règlement (UE) 2016/679, les personnes dont les données à caractère personnel sont collectées disposent d'un droit d'accès, de rectification et d'effacement des informations qui les concernent. Elles peuvent également, pour des motifs légitimes, s'opposer au traitement de ces données. L'exercice de ces droits ne peut être effectué en premier lieu qu'auprès du service acheteur visé au présent règlement de consultation, le cas échéant l'acheteur mandataire du groupement, puis, si nécessaire, auprès du délégué de la protection des données désigné comme tel par l'acheteur : rgpd@cdg67.fr ou enfin, directement auprès de la CNIL (www.cnil.fr).

Durée de conservation des données personnelles : Les données personnelles sont conservées au même titre et conditions d'archivage que celles prévues aux articles R 2184-12 et R 2184-13 du Code de la commande publique.